



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Le-pouvoir-supranational>

Dossier

Le pouvoir supranational

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1988 - N° 872 - novembre 1988 -

Date de mise en ligne : mardi 9 juin 2009

Date de parution : novembre 1988

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Comme nous l'avions promis dans le précédent numéro (1), abordons aujourd'hui, sans bien entendu épuiser le sujet, la question des organismes occultes qui successivement ou concurremment prétendent et réussissent quelquefois à imposer leurs directives aux nations.

Ces informations sont peu connues (2), au moins en France, car les périodiques de grande diffusion répugnent à informer leurs lecteurs sur ces problèmes fondamentaux. Ils préfèrent se délecter des petites phrases de nos chers politiciens et des potins de la vie hexagonale. L'explication de ce silence réside probablement dans la censure implicite et inavouée exercée par les puissances financières qui les contrôlent, comme nous le verrons plus loin. Les journalistes dits de gauche ou considérés comme tels (3) se taisent. Les éléments les plus connus dans le monde francophone se trouvent dans des livres écrits par des universitaires ou des transfuges des services secrets, ainsi que dans des publications maurrassiennes dont il convient peut-être d'accepter les citations "in extenso" mais de se méfier lorsqu'elles se lancent dans des commentaires subjectifs.

En effet, les institutions dont nous allons parler sont l'objet de deux critiques principales. Une de "gauche" qui dénonce la dictature de la finance et combat leur élitisme ainsi que leur absence de démocratie. Une de "droite" qui s'insurge contre leur pouvoir supranational. Aux Etats-Unis, la polémique est publique depuis au moins quinze ans et la matière est abondante ; comme d'habitude rien ou presque n'échappe à la presse américaine. Les Français attachés à la défense des droits de l'homme s'attristeront sûrement, une fois de plus, en constatant la carence de leurs moyens d'information dans ce domaine.

Le "Council on Foreign Relation" (CFR) ou Conseil des Relations extérieures.

Le CFR, première en date de ces sociétés secrètes, est entièrement américain. Il fut fondé en 1921 par le banquier Morgan, mais s'illustra surtout dans la création du système économico-politique d'après-guerre : accords de Bretton Woods et de Dumbarton Oaks (1944), créations de l'OTAN et des Nations-Unies, lancement de plan Marshall (4). Composée actuellement d'environ 1400 à 2000 affiliés - selon les sources - parmi les milieux de la présidence, des affaires, de la religion et de la CIA, il exerce une influence prédominante sur le gouvernement des Etats-Unis (5). Depuis sa fondation, tous les futurs présidents étaient, avant leur élection, membres du CFR. Les relations internationales de ces personnalités permettent d'exercer un contrôle étroit sur les Etats occidentaux, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes, comme le Fonds Monétaire International ou la Banque Mondiale, par exemple. En 1950, un financier lié au CFR, Paul Warburg (6) déclara devant les sénateurs américains : "Nous aurons un gouvernement mondial, que cela plaise ou non. La seule question est de savoir s'il sera créé par conquête ou par consentement". L'animateur et soutien financier du CFR est David Rockefeller, PDG de la Chase Manhattan, 3e banque du monde ; l'un de ses principaux soutiens : Henry Kissinger.

Le Bilderberg Group (B.G.) ou Club de Bilderberg

Le véritable fondateur de ce "Group" fut Joseph H. Retinger (7). L'idée naquit durant la seconde guerre mondiale. D'abord sous la forme d'une union fédérale européenne, remède aux faiblesses du continent après la guerre.

Mais bientôt, après un voyage aux Etats-Unis en 1952, Retinger conçut la nécessité d'associer américains et européens. Après avoir consulté Van Zeeland, Ministre des affaires étrangères de Belgique, et Paul Rykens, Président de la société Unilever, il fut décidé de porter à la tête du groupe le prince Bernhard de Lippe. Furent sollicités des hommes politiques connus dont, notamment, les premiers ministres : de Gasperi, Guy Mollet et Antoine Pinay, ainsi que de nombreux hauts banquiers et présidents de grandes multinationales. Parmi les parrains figuraient évidemment l'inévitable David Rockefeller, "qui ne cessera de figurer dans toutes les instances qui s'assignèrent pour

tâche d'établir un nouvel ordre mondial" (7) et son frère Nelson, ex-gouverneur de New-York et Vice-Président des Etats-Unis.

La réunion constitutive eut lieu en Mai 1954 à l'hôtel Bilderberg qui donna son nom au club, dans la ville hollandaise d'Osterbeck. Le prince est élu président, il est secondé par un comité central de dix membres, qui agira comme une sorte de "gouvernement multinational" (8). "Malgré leurs dénégations, les Bilderberger's constituent un gouvernement mondial coiffant les gouvernements nationaux" (9). Les réunions se succèdent ensuite annuellement : Barbizon (1955), Fredensborg (Danemark) (1956), Saint-Simon Island (E.U.) et Finggi (Italie) (1957), Buxton (Angleterre) (1958), Yesilkov (Turquie) (1959), Burgenstock (Suisse) (1960), etc...

Peu de documents sont diffusés sur les premières années d'existence du groupe. Un peu plus sur les années suivantes. Puis le secret passe de nouveau. "Le groupe... poursuit encore, en 1985, ses activités" (7).

Le secret du financement des opérations est d'autant plus difficile à percer que les fonds passent par des sociétés et des banques situées dans des pays discrets (Bahamas, Vaduz, Luxembourg, Suisse). "... Durant les premières années de son existence, le club de Bilderberg dispose d'un budget annuel de 250.000 dollars, chiffre qui, avec les années, passera à plusieurs millions de dollars (20 à 25 selon les estimations...) provenant en grande partie de sociétés multinationales et des services secrets..." (8).

Entre 50 et 400 personnes membres et invités assistent aux réunions. Retenir dirait que les invitations seraient adressées seulement à des "gens importants" (10). Effectivement, elles le furent. Parmi les Français, nous citerons notamment en plus de Guy Mollet et Antoine Pinay Pierre Dreyfus (Renault), Jacques Rueff, Pierre Uri, Jacques Baumel, Albin Chalandon, Roger Duchet, Olivier Guichard, Maurice Herzog, Louis Leprince-Ringuet, Jean Letourneau, Jean Lecanuet, Georges Pompidou, Lionel Stoléru, mais aussi Jacques Attali, Pierre Cot, Gaston Defferre, Maurice Faure, Edgar Faure, André Fontaine et Michel Rocard. Les uns sont des membres à part entière, les autres de simples invités, en une occasion ou une autre. Il est permis de se demander si la participation de certains, qui sert d'alibi et de caution à cette oligarchie, est motivée par la curiosité, l'ambition, la recherche des honneurs, l'intérêt intellectuel ou matériel. La question, irritante, se pose toujours. D'autant plus que l'organisation du B.G. en cercles concentriques fait des invités de simples comparses, les vraies décisions étant prises au sein du Comité exécutif qui leur est inaccessible. La liste complète de présences ne peut pas être publiée dans le cadre de notre revue, mais le lecteur peut se reporter pour cela aux ouvrages cités. Qu'il suffise d'écrire que toute la haute banque, les affaires, les industries d'armement, l'Etat-Major militaire, les grandes associations, les journaux importants, les syndicats et les partis furent représentés au moins lors d'une rencontre.

Les questions traitées paraissent banales et les débats restent confidentiels "...Il n'était pas nécessaire, ni souhaitable que le simple citoyen connût le rôle que jouaient ces oligarques dans l'élaboration d'une politique étrangère qu'il voulait croire idéaliste et généreuse" (7). Retenir l'avait affirmé : "Les décisions politiques de grande envergure sont rarement comprises par le grand public (11)..." "...Le simple citoyen, pour sa part, ne savait rien de ces débats complexes. Il avait pouvoir sur la création, dans sa ville, d'une nouvelle école ou sur la gestion d'un hospice - ce qui était tout de même de la démocratie. Il n'en avait aucun quand il s'agissait de l'avenir du monde qui, pourtant, le concernait encore davantage..." (7).

Les événements dans lesquels sont intervenus, au moins les responsables du B.G., afin de favoriser l'impérialisme américain sont longuement décrits par les auteurs cités. Nous n'en donnerons ici qu'une liste limitée : déstabilisation de De Gaulle (candidature de Monsieur X : Gaston Defferre, utilisation de mai 1968), conception du traité de Rome et entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, guerre des phosphates au Sahara, admission de la Chine Populaire à l'O.N.U. (pour faire échec à l'URSS), enfin affaire Lockheed.

Dans cette dernière opération, sont compromis toute une série de personnes, de groupements et de syndicats ayant reçu des pots de vin du grand constructeur d'avions militaires. Au premier rang, le prince Bernhard de Lippe. La raison de ce scandale est controversée ; certains soutiennent que le prince aurait proposé de museler le contrôle parlementaire et d'instituer une monarchie héréditaire

rennissant sur l'Europe Unie, d'autres pensent que son éviction a fait suite à sa "trahison" de Lockheed en faveur de son concurrent Northrop. Toujours est-il qu'il est obligé, le 26 août 1976, de démissionner de son poste ainsi que de toutes les fonctions officielles qu'il détenait en Hollande. Il est remplacé à la tête du B.G' par David Rockefeller lui-même.

The Trilateral Commission (T.C.) ou Commission trilatérale

Le groupe de Bilderberg trop influencé par le complexe militaroindustriel et l'anticommunisme "primaire" de certains de ses membres influents devenait gênant. Le scandale Lockheed et l'affaire du Watergate vinrent à point pour favoriser une tendance plus modérée. Les transnationales reconverties à la haute technologie avaient besoin de stabilité.

Un aristocrate, d'origine polonaise comme Retinger, et ancien professeur à Harvard : Zbigniew Brzezinski fut l'inspirateur d'une nouvelle institution qui prit en compte l'ascension foudroyante du Japon dans les années 1970. A l'Europe et aux Etats-Unis se joignit donc ce dernier pays dans une ère qui devenait trilatérale (4).

La T.C. fut fondée en juillet 1972 dans une des propriétés de David Rockefeller, toujours lui, par une équipe de 17 personnes. Elle s'élargit bientôt à plus de 300 personnalités dont les 40 grands responsables américains présents dans tous les instituts où s'élabore la politique mondiale, loin des contraintes de la démocratie. Lors de la réunion de Washington en 1984, la Commission a été reconduite jusqu'en 1988. Elle est gouvernée par trois présidents : David Rockefeller (Amérique du Nord), Takeshi Watanabe (Japon) et Georges Berthoin (Europe), trois vice-présidents respectivement : Mitchell Sharp, Nobuhiko Ushiba et Egidio Ortona et trois directeurs : Charles B. Heck, Tadashi Yamamoto et Paul Ravay.

La Trilatérale est plus ouverte et publie des documents d'information dont deux brochures (12) et un trimestriel : Trialogue qui cessa toutefois de paraître en octobre 1984. Il fut convenu que tout membre accédant à un poste officiel dans son pays démissionnerait de la T.C..

Dès le début, la Commission précisa, dans "Questions et réponses" que nul "...membre ou auteur, engagé dans un groupe d'étude (n'a) proposé que nos gouvernements nationaux soient dissous et que soit constitué un gouvernement mondial... ". Tout le monde, même les mondialistes, est d'accord sur la première partie de la phrase... quant à la seconde, le lecteur en jugera.

La T.C. examina lors de ses nombreuses réunions générales des rapports établis par beaucoup d'excellents experts sur les questions à l'ordre du jour. Ces rapports sont publiés avec la mention classique expliquant qu'ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et non elle-même.

Néanmoins, l'un de ces textes diffusé en 1975 et rédigé par Michel Crozier, Samuel P. Huntington et Joji Watanuki provoqua de telles réactions qu'il ne fut pas traduit en français et sa diffusion fut interrompue (13). Nous donnerons quelques extraits de la partie rédigée par S.P. Huntington et relative à la démocratie... aux Etats-Unis : "Plus un système est démocratique, plus il est exposé à des menaces intrinsèques... Au cours des années récentes, le fonctionnement de la démocratie semble incontestablement avoir provoqué un effondrement des moyens traditionnels de contrôle social, une délégitimation de l'autorité politique et une surcharge d'exigences adressées au gouvernement qui excèdent sa capacité de les satisfaire... Le fonctionnement efficace d'un système politique démocratique requiert une certaine quantité d'apathie et de non engagement de la part de certaines individualités et de certains groupes... Le danger réside dans la surcharge du système politique par des demandes qui étendent ses fonctions et sapent son autorité... l'autorité fondée sur les hiérarchies, la compétence et la fortune... a été soumise à une rude attaque... (il faut redouter le danger que représente)... la dynamique interne de la démocratie elle-même, dans une société hautement scolaire, mobilisée et participante... Un défi important est lancé par les intellectuels et par les groupes proches d'eux qui affirment leur dégoût de la corruption, du matérialisme et de l'inefficacité de la démocratie, en même temps que de la soumission des gouvernements démocratiques au capitalisme de monopole... (les journalistes) tendent à s'organiser pour résister à la pression des intérêts financiers et gouvernementaux... (Aussi faut-il agir pour que le gouvernement

conserve) le droit et la possibilité pratique de retenir l'information à la source... Quelque chose de comparable (à la loi antitrust)... apparaît maintenant nécessaire en ce qui concerne les médias". Une institution mondiale qui prend en compte de tels rapports n'est-elle pas inacceptable ? Car sa puissance ne fait aucun doute, ni son pouvoir supranational. Voici, là aussi, une liste succincte des opérations qu'elle a suscitées : "création", puis sélection de Jimmy Carter à la présidence des E.U., nomination de nombreux Trilatéralistes aux postes clés (après leur "démision" de la T.C.), interventions puissantes et continues dans la crise du pétrole, recyclage des pétrodollars et dette du tiers-monde (14), contrôle de l'activité économique par le capital transnational au moyen de la Banque Mondiale (BIRD), abandon des gouvernements dictatoriaux et ouverture à l'Est (avec l'espérance inouïe d'un ralliement de l'URSS), acceptation des gouvernements sociaux-démocrates à condition qu'ils ne sortent pas du système...

Comme on le voit, la politique de la T.C. est plus modérée et plus insidieuse que celle de Bilderberg. Elle n'est pas moins dangereuse. La T.C. est également habile à se constituer des alibis de centre-gauche. C'est ainsi que l'on trouve parmi ses membres et pour se limiter aux Français, à côté de Michel Albert (AGF), Raymond Barre, Marcel Boiteux (EDF), Paul Delouvrier, Jean Deflassieux (ancien président du Crédit Lyonnais), Jacques de Fouchier (Paribas), Jean Philippe Lecat, Roger Martin (Saint-Gobain), Didier Pineau-Valencienne (Schneider), Edmond de Rothschild, Roger Seydoux, etc... les noms plus surprenants de Michel Crépeau et René Bonety (CFDT). Certaines personnalités "cautions" ont paru bien nécessaires à la Trilatérale comme à Bilderberg. Il apparaît toutefois que le style plus intellectuel de la T.C. justifierait certaines participations.

Elles, les autres et leurs rapports

En dehors des organisations citées, d'innombrables groupements plus ou moins officiels ou officieux gravitent dans les sphères du pouvoir aux Etats-Unis et interviennent aussi bien dans les affaires extérieures qu'intérieures. Citons-en quelques-unes : Committee for the Free World, Brookings Institution, Roundtable Business Council, World Business Council, Political Action Committees, etc... (7). Il faut compter aussi la fameuse Central Intelligence Agency (CIA) dont la liste des exactions aux Etats-Unis et à l'étranger fut publiée en 1975 (15) et le Fédéral Bureau of Investigation (FBI). Nous ne pouvons entrer ici dans le roman-feuilleton des activités d'espionnage mais celles de la CIA interfèrent avec ou servent parfois les orientations du groupe de Bilderberg. Nous ne parlerons pas non plus des sectes ou de l'Opus Dei dont le rôle supranational n'est pas négligeable.

Il est évident que les luttes d'influence à l'intérieur des organisations citées sont virulentes. Les colombes et les faucons sont en controverse permanente... Encore plus violentes les divergences entre elles ; nous l'avons vu, en particulier lors de la création de la T.C., bien que certains membres dirigeants ou influents appartiennent aux deux groupes.

Malgré le peu d'informations sûres disponibles, l'on comprend mieux pourquoi, par exemple, le parti socialiste arrivé au pouvoir n'a pu concrétiser sa promesse de rupture avec le capitalisme. En ce qui concerne, plus modestement, nos propres tentatives, l'on saisit comment les grands médias ainsi infiltrés nous refusent toute publication ou presque.

Mondialisme

Un gouvernement mondial n'existe pas encore, en dépit des efforts de certains, d'opinions politiques et d'intérêts diamétralement opposés. En raison des dangers de dérive autoritaire et de la faiblesse des démocrates, ce gouvernement est-il, d'ailleurs, souhaitable dans l'immédiat ?

Il n'est toutefois pas douteux que des institutions mondiales occultes à pouvoirs supranationaux se sont constituées. Affirmons-le, ces organismes, ne nous conviennent pas. Ils sont élitistes, antidémocratiques et ne servent en fait que l'impérialisme américain et les intérêts du grand capitalisme international. Dans le cas où nous parviendrions à convaincre un nombre élevé de

nos concitoyens que l'instauration d'une économie distributive s'impose, soit dans notre pays, soit, à l'avenir, en Europe, il est sûr que nous nous heurterions à l'opposition résolue et toute-puissante de ces groupements. Par conséquent les positions sont claires : les vraies mondialistes lutteront contre elles, selon leurs moyens.

Est-ce à dire que nous sommes opposés au mondialisme dont, nous le savons, beaucoup de distributistes sont aussi partisans : certes pas. En tant qu'ancien militant du centre français d'enregistrement des Citoyens du Monde, l'auteur de ces lignes reste fidèle à sa revendication d'institutions mondiales démocratiques, seules garantes possibles de la paix et donc de la survie de l'espèce. Mais il nous faut combattre toute tentative ou commencement d'instauration de pouvoirs transnationaux dictatoriaux. Seules des organisations démocratiquement autogérées depuis les cellules de base jusqu'au plan mondial nous laisseraient l'espoir d'une évolution vers le socialisme distributif.

- (1) Voir "L'économie à l'Institut d'Etudes Mondialistes" dans G.R. n° 871.
- (2) Voir "Qui ment ? Qui trompe les Français ?" G.R. n° 754, le "Monde Diplomatique" de Nov. 1976, et certains extraits du "Canard Enchaîné".
- (3) Confusion mise en évidence par le passage direct de F.O. Giesbert du "Nouvel Observateur" au "Figaro" !
- (4) "The Trilateral era" par Jeremiah Novak - Worldview août 1980.
- (5) Voir "Le veau d'or est toujours debout" d'Henry Coston.
- (6) Voir "Un homme d'influence" G.R. n°859.
- (7) D'après "La démocratie contrariée" de Georges-Albert Astre et Pierre Lépinnasse - 1985. d'après "La démocratie contrariée" de Georges-Albert Astre et Pierre Lépinnasse - 1985.
- (8) "Les vrais maîtres du monde" de Gonzalez Mata-1980.
- (9) Revue italienne "Europeo" citée dans (8).
- (10) Etude de Peter Thomson dans "Trilateralism" ouvrage collectif cité dans (7).
- (11) The US Congressional Record cité dans
- (12) Questions and answers (Questions et réponses), 1983- The Trilateral commission -1984.
- (13) "The crisis of democracy "Report on the governability of Democracies to the Trilateral Commission - New York City Press - 1975.
- (14) "The New Internationalism" Hopps et Randall - février 1979.
- (15) "Commission on CIA's activities within the United States" 1975.